

# GÉO-ÉCONOMIE DE LA MORUE

Jean MALAURIE

Tiré à part  
de l'ouvrage

GÉO-ÉCONOMIE DE LA MORUE  
*Geo-economics of cod-fisheries*

présenté par

L'ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES  
PARIS

1970

Rec'd: 31. 9. 71

POLAR  
PAM  
4957

échange

Centre d'Etudes Nordiques  
et F-S

Paris: 639.223  
MAL



BOREAL INSTITUTE  
LIBRARY

## GÉO-ÉCONOMIE DE LA MORUE

Jean MALAURIE \*

Ce *Premier Congrès International de l'Industrie Morutière dans l'Atlantique-Nord* constitue donc, dans son esprit, sa composition, la consécration d'une nouvelle approche tout à la fois internationale et globale ; corps constitués, universités et instituts, professionnels des principaux pays intéressés sont ici en majeure partie rassemblés.

Un des congressistes, M. Folmer-Hansen, a indiqué dans son rapport que cette approche s'est réalisée pour la première fois en ce domaine traditionnellement fermé. Je le remercie de l'avoir noté, et la Fondation Française d'Etudes Nordiques, que nous avons créée en mai 1967 dans cette perspective, ne pouvait avoir de meilleure illustration que de telles journées.

Certes, ce résultat n'a pu être atteint que par le concours des personnalités et organismes auxquels je me suis adressé après que notre Conseil eut reconnu l'urgente nécessité d'une telle confrontation.

Parmi tous ceux-ci, je regrette de ne pouvoir rendre hommage qu'à quelques-uns : M. Morin, Secrétaire Général de la Marine Marchande et M. Chaussade, préfet de Région, qui ont bien voulu patronner ces importantes journées ; l'armement français à la grande pêche qui nous dit vouloir retenir cette occasion de saisir l'opinion française de l'ampleur des problèmes qui l'assaillent ; M. Furnestin, directeur de l'Institut Scientifique et Technique des Pêches Maritimes Françaises ; M. Paul Adam, chef de la Division des Pêches à l'O.C.D.E. ; la « White Fish Authority » ; le « Commercial Fisheries Bureau » de Washington ; le VNIRO de Moscou ; la Division des Pêches du Gouvernement Fédéral du Canada et du Gouvernement de Québec ; le Ministère des Pêches du Danemark et ses éminents représentants et les principaux organismes gouvernementaux et professionnels

\* Directeur d'Etudes à l'Ecole pratique des Hautes Etudes, VI<sup>e</sup> Section.  
Directeur du Centre d'Etudes Arctiques et Finno-Scandinaves.



de l'Allemagne Fédérale, de la Belgique, de l'Espagne, du Portugal. Très cordialement et publiquement, je les remercie, en m'excusant auprès de chacun, de ne pouvoir être plus explicite.

Je remercie également le C.O.M.E.T. responsable de l'organisation matérielle de ce congrès.



Les trente-quatre rapporteurs qui ont bien voulu répondre à notre invitation, sont assurés de l'extrême bienvenue avec laquelle nous les accueillons en cette vieille cité normande.

Si la sérénité au cours des débats est demandée à chacun, chacun est également prié, dans l'esprit de ces tables rondes, d'examiner en toute franchise les problèmes approchés.

Je rappelle que la Fondation éditera intégralement les débats<sup>1</sup>. Ainsi, une documentation qui manquait curieusement tant au niveau officiel que privé, depuis le rapport de la F.A.O. en 1962 sur la morue salée, pourra être rassemblée en un seul et gros volume.



Si larges, si amples que soient les cadres dans lesquels s'est organisé ce congrès, ils ne le sont pas autant qu'on aurait pu le souhaiter. En particulier, les thèmes retenus n'ont pas permis d'aborder l'ensemble des questions relevant de la structure interne de la profession tant en France que dans le monde ; de même, en matière d'économétrie, il n'a pas été possible de procéder à une étude suffisamment poussée des questions de prix qui intéressent la distribution commerciale de ce poisson.

Il ne faut pas en déduire que l'on dénie l'extrême importance de ces problèmes. On la dénie si peu, qu'au cas où des éléments permettraient d'entamer des débats sur ces divers plans, le président de séance aurait toute latitude pour en tirer parti.



Permettez-moi de donner quelques précisions pour la bonne marche de nos débats. Etant donné le nombre élevé des rapports, il serait souhaitable que les communications ne dépassent en aucun cas, *dix minutes*, les rapports distribués étant considérés comme connus. Les communications, au cours d'une même séance — matinée ou après-

1. Premier Congrès International de l'Industrie Morutière dans l'Atlantique-Nord : Traditions et avenir : Débats. 259 p. Rouen, 1967. Actes et Documents n° 2. Fondation Française d'Etudes Nordiques. B.P. 857, Rouen. Il est recommandé aux lecteurs de se reporter à ce volume qui constitue la suite de « Géo-économie de la morue », chacun des rapports ici présentés ayant fait l'objet de discussions parfois vives.



midi — seront *groupées*. A l'issue de deux à trois communications successives, un débat général s'ouvrira. Seront ainsi présentés ce matin, les exposés de MM. de La Morandière, Richard et Recher ; puis après un débat, ceux de MM. Yves Jean et Campleman. Il ne sera possible d'intégrer à la discussion que les personnes qui sont invitées à titre de rapporteur ou d'observateur. Toutefois, des questions écrites venant de l'assistance, sur des documents fournis par les hôtes, pourront être remises au président de séance qui les évoquera au temps le plus opportun lors du débat général.



En tant qu'universitaire, spécialiste de questions arctiques, ma place parmi vous, messieurs les professionnels et les gestionnaires de l'industrie morutière, pourrait étonner.

Mais ne s'agit-il pas, avec la morue, d'une des grandes composantes des espaces boréaux arctiques ? La morue, en vert, en sec, en frais ou en congelé, est certes de consommation universelle, si universelle que l'on en vient à oublier son origine. En ignorant celle-ci, on oublie les sociétés et civilisations riveraines des océans qu'elle fréquente.

Figurant donc non seulement comme géographe polaire mais comme témoin de ces sociétés arctiques millénaires, aujourd'hui expansives<sup>1</sup>, permettez-moi, messieurs, de rappeler sans plus — et l'éminent représentant du Groenland sans doute y souscrita — permettez-moi de rappeler que s'il doit exister, comme je l'espère, une politique mondiale de la morue, celle-ci ne doit figurer que comme partie d'un très large plan de mise en valeur des espaces hyperboréaux du globe.

Les gadidés — le dirai-je devant des spécialistes aussi avertis ? — constituent, parmi les 51 millions de tonnes de poisson pêché dans le monde en 1964, une des espèces les plus recherchées. Il en est de multiples raisons : sa valeur nutritive, certes, mais aussi son faible prix de revient à valeur protidique égale. Sous forme séchée, il serait près de *cinq fois inférieur à la viande*.

L'augmentation de la consommation de poisson de presque toutes les grandes nations industrielles — dont la nôtre — ne peut manquer de frapper. Pour y faire face, ainsi que pour satisfaire les besoins alimentaires croissants du monde, les efforts de pêche, les investissements, dans presque tous les pays de l'Atlantique-Nord, s'accroissent, en tout cas se maintiennent, et l'on constate que plus de deux millions et demi de tonnes de morue ont été pêchées dans l'Atlantique-Nord en 1963, soit 25 % de plus par rapport à 1958 ; or, cette augmentation est essentiellement le fait de l'U.R.S.S. L'U.R.S.S., pour s'en tenir à

1. La population groenlandaise s'accroît annuellement au taux de 3,8 %. Mêmes observations pour les minorités autochtones dans l'Arctique américain et sibérien.



elle, a pêché 849 000 tonnes de morue en 1963. Elle vise à accroître encore de 10 % son effort annuel déjà considérable comme on le voit.



Dans cette conjoncture, la situation particulière de la France, la situation de son armement et le plafonnement relatif de sa production proprement morutière justifient peut-être, devant vous, messieurs, quelques observations. Permettez-moi de me dépouiller un instant des fonctions de Directeur de ce congrès et, reprenant ma liberté intellectuelle, de me livrer à plusieurs réflexions, notamment, de géographie de production et de consommation.



La production morutière française, depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, a marqué le pas. A un niveau plus général, la France, dont on connaît par ailleurs les possibilités maritimes, en vient à ne produire qu'un *peu plus de la moitié* de tout le poisson qu'elle consomme, cette tendance s'aggravant encore ces dernières années.

Devant ce cas particulier, si on le compare par exemple — là encore — à l'Allemagne, au Royaume-Uni, au Canada toujours plus puissant, il y a deux hypothèses à formuler.

La première : l'armement estime que son effort est insuffisamment rémunéré. La rentabilité serait de l'ordre de 1 %.

La seconde : la consommation de certaines espèces décroît.

Cette dernière proposition doit être divisée en deux questions :

*La première* : y a-t-il diminution globale de la consommation de poisson en France ? Certes non, puisque ces dernières années, elle a dépassé largement — si on doit en croire les statistiques — les 6 kg par an et par tête d'habitant. Le V<sup>e</sup> Plan prévoit, au reste, grâce au congelé et au frais, un taux d'accroissement de la consommation de poisson de 6 % environ.

*La seconde* question concerne le *problème capital des prix*, c'est-à-dire le problème de la rentabilité du poisson aux yeux du consommateur.



Nous noterons que, la semaine dernière, aux halles de Paris, selon la mercuriale du 20 janvier, la poule à bouillir se vendait à 2,60 F le kg, le poulet courant à 2,80 ; or, la morue salée, poisson qui a été traditionnellement en France, dans le subconscient de chacun, l'aliment des moins fortunés, se vend aux détaillants, à sec, c'est-à-dire sous une forme peu attrayante pour la ménagère 1966, plus de 6 F le kg, soit nettement plus cher que le kg de poulet courant et ce, bien que la



morue, prix moyen sur lisse armement, coûte en 1965, aux alentours de 1,60 F le kg de salé.

Le coût de la distribution, y compris les bénéfices, est donc considéré comme tendanciellement plus important que le coût de la production, y compris la rémunération de celle-ci, *près de trois fois plus important*. Ces chiffres, je le précise, ont pour but de provoquer une discussion, que le rapport de M. Desplanques, au reste, appelle. Elle pourrait se situer en fin d'après-midi, aujourd'hui, ou de préférence, demain. Elle pourrait éclairer ces problèmes des prix comparés à la consommation, dont les données sont fort complexes, c'est le moins qu'on puisse dire.

Pour expliquer que le rapport de consommation en France, du poisson et de la viande, soit de 1 à 7, il n'est pas suffisant de se référer à des phénomènes *d'inertie de mentalité* mais à des *questions immédiates de prix*. La production a rendu publics ses frais, et l'on voit apparaître quelle est sa rémunération. Il est temps, peut-être, que la distribution en fasse autant. Ce vœu qui n'est pas nouveau, n'est pas seulement nôtre, puisque le V<sup>e</sup> Plan reconnaît qu'en fait, il n'a pu en traiter : « *Les données statistiques* », avoue-t-il p. 24 de la deuxième partie, « *sont quasi inexistantes dans le domaine de la distribution des produits de la pêche* ». Peut-être les rapporteurs étrangers pourront-ils nous éclairer sur les données de leurs propres pays.



Question essentielle que celle-là. Il ne faut jamais avoir absent de l'esprit, en effet, le véritable théorème (que l'historien connaît bien) et selon lequel une *distribution onéreuse ruine le potentiel productif d'une nation*. Et c'est en France un problème qu'il faudra avoir tôt ou tard le courage d'aborder, quels que soient les intérêts engagés.

Mettons qu'il y ait là une donnée purement française — et l'on devine les conséquences qu'elle peut avoir pour toute une profession de marins — admettons-le, bien que ce ne soit pas tout à fait certain.

Le problème est beaucoup plus général si l'on considère la rentabilité de l'armement et ce qui en est une des causes, la déplétion.

Il s'agit là d'un problème spécifiquement biologique : l'avenir de l'espèce morutière que chacun signale menacée dans son intégralité. Le rapport du délégué de l'Armement portugais signale qu'il est difficile désormais, lors d'une première campagne, de pêcher les trois-quarts du tonnage requis et, lors d'une seconde, le tiers. « L'industrie de la pêche, conclut-il, est désormais de moins en moins rentable. » M. Yves Jean, Directeur des Pêcheries au Québec, nous signale que le poids moyen des morues pêchées par le *Gloucester* a diminué de 1949 à 1964 de 2,3 kg à 1,1 kg, la taille de 55 cm/79 cm à 40 cm/58 cm ;



et, de ce fait, à Terre-Neuve, de 1954 à 1963, il est observé une diminution de 40 % du rendement par unité d'effort. Le rapport très précis de M. Campleman, nous invite avec gravité, à réfléchir sur cette situation alarmante. Les remarquables rapports biologiques confirment tous, des motifs d'inquiétude.

Ce que doit faire apparaître l'actuelle récession et ce qu'elle fera apparaître, c'est la nécessité d'une politique mondiale de la morue. Si l'on consent à se passer de circonlocutions, on peut, en fait, présenter à cet égard deux remarques :

— ou une telle politique est conçue et entérinée par les gouvernements, et c'est là, avec les Conventions de Londres de 1949 et I.C.N.A.F. de 1949, le schéma classique des accords internationaux impliquant, comme il a été prévu par l'Amendement du 29 novembre 1965, des quotas, mais laissant à préciser le problème fort épineux des principes mêmes réglant le montant de ceux-ci ;

— ou bien, et suite aux inquiétudes que manifestent ces deux grandes Commissions de l'Atlantique-Nord, tranchant dans le vif, tous les armateurs intéressés partent de l'idée que les océans et les mers sont largement transcendants aux gouvernements et aux nations et, parce qu'ils sont les principaux intéressés, décident, sur le plan nutritionnel, d'assurer eux-mêmes une telle politique. Comment ? Par une véritable entente, concrète, effective et par la mise en commun de leurs moyens.



Sans doute, et compte tenu d'accords tarifaires, y aurait-il là une novation juridique tout à fait considérable. Novation efficace, parce qu'elle relèverait d'une dimension scientifique. La pêche pourrait enfin être située par les savants eux-mêmes entre le trop et le pas assez. Le premier signifierait menace de l'espèce, le second annonçant une manœuvre spéculative.

Pourquoi cette proposition ? Si les hommes de science en arrivent à un quota unique et mondial, c'est qu'on voit fort mal par quel biais, en fonction de quelle légitimité géographique, historique, au prix de quelles subventions pour défaut de productivité, l'on parviendrait à ventiler ce quota biologique en autant de contingents nationaux. On a l'impression, par contre, que, si du point de vue biologique, un chiffre initial qui est indivis renvoyait à une action de pêche qui consente à rester indivise entre les armements nationaux, un minimum de logique pourrait peut-être être respecté.



De telles approches aboutiraient, en tout cas, à établir une section mondiale de documentation morutière au sein des organismes *ad hoc*,



et elle serait la bienvenue. Car ici, je n'apprendrai rien à personne en faisant valoir que le matériel statistique actuellement disponible, et que nous avons consulté ces jours-ci, est parfois ardu à utiliser. Tant au titre de la production que des prix, nous ne disposons pas toujours, sans recherches étendues, des facteurs internationaux de conversion.

L'on ne peut donc que se féliciter d'apprendre que l'O.C.D.E. a mis à son programme de printemps, l'étude économique du développement des pêches de l'Atlantique-Nord.



Pardonnez-moi cette digression et permettez-moi d'insister à nouveau sur la nécessité d'une collaboration effective, comme contractuelle, entre les scientifiques et les armateurs.

En matière de population morutière, les faits ont priorité sur les souhaits, et même sur les idées. Ils les commandent.

Sans doute, pêchera-t-on, pêche-t-on déjà plus petit, puis pêchera-t-on par tous les moyens. L'architecture navale (au niveau des 2 500 tonneaux ou du plus petit chalutier, avec les navires polyvalents géographiquement en Atlantique-Nord, dans l'Atlantique-Sud et — qui sait ? — dans le Pacifique-Nord), l'architecture navale sans doute, s'adaptera. Mais après ?

On se convertira ? Attitude illusoire. Car les méthodes exterminatrices appliquées sur une espèce et que faciliteront des appareils radars toujours plus précis ou d'autres moyens, présagent l'application des mêmes méthodes sur d'autres espèces, cependant que rien ne nous dit l'importance de leur solidarité interne et alors que le rôle de l'homme n'est tout de même pas de ruiner la vie dans les océans.

Le temps de la sagesse, en vérité, semble venu ; sagesse qui débouche sur une politique internationale.



Au terme de ces réflexions générales, on me permettra d'en ajouter d'autres sur la situation morutière en France.

Le brillant rapport de M. Charles de La Morandière établit que la France a des titres historiques importants dans ces pêches nordiques. Sans doute se peut-il que la production morutière française ne soit plus aujourd'hui à la hauteur de ce passé et d'efforts scientifiques opiniâtres.

Il se peut également qu'à certains moments, les pouvoirs publics se soient mépris sur le potentiel dont disposent les populations maritimes françaises. Il se peut qu'elles aient à certains moments, méconnu l'intérêt de cette production de pêche morutière largement exportatrice.



Il est également certain que, par rapport à nos partenaires du Marché Commun, nous ne sommes pas de ceux qui bénéficient, tant s'en faut, des avantages financiers les plus importants. Les discussions en cours à Bruxelles permettront, sans doute, de rétablir les équilibres.



Mais le fait que ce colloque se tienne ici-même, à Rouen et à Fécamp, n'est pas dénué de signification. Serait-elle plus menacée qu'elle l'est aujourd'hui, l'industrie morutière française ne saurait oublier les atouts dont elle dispose. Passons sur l'admirable énergie des armateurs et des équipages fécampois et bretons.

Mais oubliera-t-on la position de Saint-Pierre-et-Miquelon, cet entrepôt flottant aux portes de l'énorme marché des États-Unis, très forts consommateurs des populaires bâtonnets et portions de morue gelée ? Saint-Pierre, point d'ancrage, en ce croissant fertile hydro-biologique, qui va de la côte orientale américaine à la mer de Barentz, en touchant le Groenland et l'Islande.

Saint-Pierre-et-Miquelon, chacun le sait, constitue une place et une carte importantes de notre industrie morutière. Tout destine cet archipel — quels que soient les hauts et les bas des contingences — à remplir la mission qui lui était impartie. Et Saint-Pierre, grâce à son nouveau laboratoire, pourrait assurer ces tâches sur un horizon nettement plus large que les seuls intérêts nationaux.

Voilà bien des raisons supplémentaires de concevoir que l'hypothèse d'accords liant en une même entente tous les armements intéressés n'est pas dénuée de consistance.

Il me reste à nous souhaiter plein succès dans nos difficiles débats, d'autant, et je puis vous en assurer, qu'ils seront suivis avec une vive attention par les experts français, étrangers et par la presse.

M. VAUDOUR. — Mesdames, Messieurs, permettez-moi d'intervenir. Je me bornerai, en ce qui me concerne, à remercier M. le professeur Malaurie de son très remarquable exposé qui a vivement retenu votre attention et va fournir une excellente base à vos débats. Je crois que la qualité d'Universitaire n'a pas nui à ses qualités de technicien.

Je vais vous demander d'excuser M. le Préfet et moi-même qui sommes dans l'obligation de nous retirer, mais auparavant, je prie M. Spiess, armateur, président de l'Union Interfédérale des Armateurs à la Pêche, président de la Fédération des Syndicats d'Armateurs à la Grande Pêche, président du Comité de Propagande pour la Consommation de la Morue, d'assurer la présidence de cette première séance de travail.



*Après le départ de M. le préfet Chaussade et de M. Vaudour, président de la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie de la Seine-Maritime, la séance de travail reprend. Le Bureau est ainsi composé :*

*M. Jacques Ledun, président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Fécamp ; président du Syndicat des Armateurs à la Grande Pêche, Fécamp ;*

*M. Marcel Spiess, armateur, président de l'Union Interfédérale des Armateurs à la Pêche, président de la Fédération des Syndicats d'Armateurs à la Grande Pêche, président du Comité de Propagande pour la Consommation de la Morue, Le Havre ; président de séance. M. le professeur Jean Malaurie, directeur du Centre d'Etudes Arctiques et Finno-Scandinaves à l'École Pratique des Hautes Études (Sorbonne), Secrétaire Général de la Fondation Française d'Etudes Nordiques, Rouen.*





Date Due


07569

Pam:  
639.223  
MAL

MALAURIE, Jean

AUTHOR

Geo-economie de la morue

TITLE

DATE LOANED	BORROWER'S NAME	DATE DUE

BOREAL INSTITUTE  
LIBRARY

07569

University of Alberta Library



0 1620 0336 9749